

ECHO-*flash*

Journal d'Information des Militants CGT de l'Allier

n°297 – sept./oct. 2021

*Une CGT dynamique
et conquérante...*



**62^{ème} congrès
UD CGT de l'Allier**

Un 62^{ème} de cavalerie !



Croyez-en un « vieux routier » comme moi, des congrès, j'en ai fait, mais notre 62^{ème}, des 12 et 13 octobre 2021 à Commentry, restera dans les annales !

Est-ce le plaisir de se retrouver après de longs mois d'abstinence, crise sanitaire oblige ? Est-ce l'accueil chaleureux de notre équipe logistique commentryenne ? Est-ce, encore, le bilan, sans faille, de l'équipe de direction sortante et en premier lieu celui de son premier dirigeant, Laurent Indrusiak ?

Ou, tout simplement, est-ce un peu tout ça en même temps ?

Oui, je crois pouvoir l'affirmer, les débats ont été nourris, dans le concret, sans langue de bois et en rapport avec les questions en suspend et tout cela dans un climat constructif et apaisé. Punaise, qu'est-ce que ça fait du bien !

L'intégralité des rapports proposés aux suffrages ont été votés, à tout le moins, à une large majorité. Une nouvelle direction est née de nos échanges, avec un mandat clair et précis, et, c'est une première depuis longue date, elle fut élue à l'unanimité.

Même le grail du midi recueille l'assentiment général, c'est vous dire.

Oui, vraiment, le cru de Commentry 2021 restera comme l'un des meilleurs.

Y a plus qu'à, comme on dit communément, tant les actes du congrès commencent réellement dès le rideau baissé.

Syndicalisation, formation, vie syndicale, élections, règlement des cotisations, luttes bien sûr... les travaux ne manquent pas.

Ce numéro d'Echo-Flash consacre intégralement ses colonnes à la tenue du congrès, en y consacrant de larges extraits et les synthèses de différents rapports.

Merci à toutes et tous... et bonne lecture.

Jean-Pascal Pradel, membre du bureau de l'UD

UNE : Photo propriété UD

P2 : Editorial

Spécial 62ème congrès

P3 et 4 : - Propos introductifs
- Pub

P5 à 9 : - Rapport d'activité
- Débat
- Pub

P10 à 12 : - Rapport d'actualité
- Débat
- Inauguration
- Pub

P13 à 15 : - Rapport commission statuts
- Rapport financier
- Débat

P16 : - Hommage aux sortants
- Pub

P17 à 20 : - Débats thématiques

P21 : - Synthèse rapport commission candidatures
- Pub

P22 : - Synthèse rapport commission mandats et votes
- Rapport IHS
- Composition CE et CFC

P23 : - Rapport Indecosa
- Intervention de clôture

P24 : Pub

Editeur : Union Départementale des Syndicats CGT de l'Allier
8 bis quai Louis Blanc - 03100 MONTLUÇON
Laurent Indrusiak - Directeur de Publication
Jean Pascal Pradel - Responsable de rédaction
Site internet : www.cgt03.fr - Prix : 1 € 30 - C.P.P.A.P. 0414 S 06639
Impression : BUBBLE'COM - 03100 Montluçon

Propos introductifs

Le mot du maire

Larges extraits de l'allocution du Maire de Commentry, Monsieur Sylvain Bourdier, en introduction du congrès.

« Mesdames, Messieurs,
Chers congressistes,
Chers amis, chers camarades,

Soyez les bienvenus à Commentry, dans notre Agora qui est un carrefour de la vie communale ...

Je dois dire que recevoir un congrès syndical dans notre ville ne fait que raviver l'histoire d'où nous venons : celle d'une ville ouvrière qui a bien souvent marché devant, forte d'une conscience sociale profonde, forgée par les luttes.

N'est-ce pas à Commentry que s'est tenu en 1891 le Congrès National du syndicat des Mineurs ?

N'est-ce pas ici encore que naquit en 1896 la première Bourse du Travail du département, les réunions ayant lieu à l'Hôtel de Ville ? ...

N'est-ce pas toujours à Commentry en 1918 que l'Union Départementale se réunissait pour la première fois, sous la présidence de Léon Jouhaux, après 4 années de guerre mondiale ?...

N'est-ce pas encore à Commentry que se tint, en 1902, le congrès national du Parti Ouvrier ?

Cette histoire est celle d'une ville qui s'est donnée la première municipalité socialiste du Monde, avec pour Maire Christophe Thivrier, fils de mineur, qui devint ouvrier mineur lui-même dès l'âge de 10 ans.

Les rois de la Mine avaient alors tout pouvoir au travail et tout pouvoir dans la Cité. Les syndicats étaient encore illégaux...

En 1881, avant même son élection de Maire, Christou entraîna le conseil municipal au soutien des mineurs grévistes, suite à une vague de licenciements...

La délibération de secours aux mineurs en grève fut retoquée par la Préfecture, mais elle eut un écho dans le mouvement ouvrier international puisque le compagnon de route de Karl Marx, Friedrich Engels, en rendit compte dans un journal syndicaliste anglais.

En 1888, le conseil municipal forma en son sein une commission chargée de toutes les questions intéressant la classe ouvrière...

... en 1889, c'est en tant que député, et en blouse que Christou se rendit à l'Assemblée, après avoir été accompagné jusqu'à la gare par une foule de travailleurs. En portant

Extrait de l'allocution de bienvenue prononcée par Eric Manoury au nom de l'UL de Montluçon/Commentry

Au nom de tous les syndiqués de l'Union Locale de Montluçon et Commentry, je souhaite la bienvenue à tous les congressistes et invités pour leur participation au 62^{ème} congrès de l'Union Départementale de l'Allier.

L'organisation de ce congrès se déroule, une nouvelle fois, dans une période difficile pour l'emploi, pour les salariés du privé, du public, dans une activité syndicale revendicative et forte.

Ce 62^{ème} congrès de l'Union Départementale se tient dans une période compliquée mais combien cruciale pour le progrès social.

Nous allons, durant ces deux jours, réfléchir ensemble, discuter, échanger, tracer des pistes pour une CGT plus forte, combative, moderne.

Je tiens à remercier les camarades qui ont eu et auront fort à faire pour que nos travaux se déroulent de la meilleure des manières.

Je remercie la municipalité de Commentry pour avoir permis que notre congrès se déroule ici, à l'Agora, dans les meilleures conditions.

Je vous souhaite de bons travaux et un excellent congrès de l'Union Départementale.

cette blouse, il tenait la promesse faite aux mineurs de Bézenet.

Le 1^{er} mai 1890, il porte à l'Assemblée les revendications des travailleurs.

L'histoire de Thivrier, c'est l'histoire de Commentry et du socialisme ouvrier, des combats politiques et syndicaux, chacun faisant sa tâche dans la rue, dans la grève et dans les institutions.



Cette histoire, c'est encore celle de Léon Thivrier, fils de Christophe, qui devint également député et qui défendit en 1914, l'abaissement à cinquante ans de l'âge de la retraite des mineurs.

Cette histoire est celle d'Isidore Thivrier : député également, il reçut en remerciement, de la part de La Fédération nationale des travailleurs du sous-sol, une lampe de mineur gravée « en remerciement au citoyen Isidore Thivrier pour son intervention à la Chambre, en soutien aux revendications des travailleurs du sous-sol ».

Cette histoire, c'est celle d'élus syndicalistes, comme Jean Landron dont la commune honorera avec vous la mémoire ce soir, en donnant son nom au bâtiment communal qui abrite les locaux syndicaux.

Et l'histoire se poursuit, en particulier car Commentry reste un bassin indus-



triel de premier plan dans notre département : la Forge, Adisseo, Forecreu... Une industrie fragilisée par les choix économiques et je veux évidemment affirmer, en tant que Maire, la nécessité de défendre et de promouvoir ensemble nos outils de production et nos emplois ici.

10 000 milliards d'euros : c'est ce que représente la fraude et l'optimisation fiscale d'une partie des grands de ce monde, d'une partie seulement, 130 selon l'enquête Pandora Papers. Cela représente 33 milliards d'euros par personnes présentes dans cette salle. Ces chiffres sont à peine croyables et il est bien difficile de se les représenter...

A peine 2,5 % de cette somme (230 milliards d'euros), suffirait à éradiquer la faim dans le monde.

N'est-il pas temps de changer notre modèle de société ?

N'est-il pas temps de placer l'humain au cœur de la société, pour ce qu'il est, pas pour ce qu'il vaut ?

N'est-il pas temps de donner à chaque femme et à chaque homme la possibilité de vivre dignement ?

À la jonction du syndicalisme que vous représentez et de l'engagement politique qui est le mien et celui de la municipalité, il y a une ambition : celle d'une société de paix, de solidarité et de justice.

Cette ambition se manifeste, entre autres, par le drapeau rouge de la Commune, enfin revenu, le premier mai, sur le fronton de notre Mairie.

Je vous adresse le fraternel salut de la municipalité commentryenne et vous souhaite un bon congrès, qu'il nous permette de nous mettre en ordre de bataille pour les luttes nécessaires à venir.

Je vous remercie. »

Des découvertes qui ont du sens, et qui éveillent les vôtres.



Renseignements et réservations
au 0 890 567 567 Service 0,25 €/min + prix appel
www.touristravacances.com

TourisTra
V A C A N C E S

anavsc
Culture - Vacances - Sport - Loisirs

Synthèse rapport d'activité (Laurent Indrusiak)

Nous voici à nouveau réunis pour mettre en pratique la démocratie qui fait l'âme de notre syndicalisme. Vous serez invités à vous exprimer sur le bilan de nos actions. Vous nous donnerez votre ressenti sur les 4 années écoulées depuis notre dernier congrès. Vous devrez participer activement aux perspectives pour l'activité de l'UD pour les 3 ans à venir.

Lors de notre dernier congrès, les élections présidentielles avaient porté Macron et sa majorité au pouvoir et nous n'avions pas encore mesuré toute l'étendue des dégâts d'une politique menée par le président des riches contre nos acquis sociaux.

S'appuyant sur la loi El Khomri, c'est le droit du travail qui a été complètement détricoté mettant à mal les instances représentatives du personnel. Les réformes se sont succédées à un rythme effréné contre les services publics, ouvrant la voie du libéralisme privatisant le rail.

Ce fut aussi la mise en place des maisons France services, l'attaque contre la formation professionnelle, l'assurance chômage, la poursuite des réformes de notre système de santé et, bien-sûr, la réforme à point des retraites.



Notre département a largement souffert de ces politiques d'austérité, de la casse de l'emploi. Les services publics ont été fortement touchés par les politiques budgétaires.

J'emploierai la chronologie pour dé-

rouler les événements qui ont marqué la période entre ce mois de novembre 2017, date de notre précédent congrès, et aujourd'hui.

2017

Cette année fut marquée par le combat contre les suites de la loi Travail. En effet, notre petit banquier imposa, par voie d'ordonnances, la Réforme du Code du Travail, dite aussi Loi Pénicaud. Nous, les travailleuses et travailleurs, étions majoritairement hostiles à ce nouveau coup bas, salué à l'époque par le président du MEDEF.

Malheureusement, malgré une détermination intacte et des actions diversifiées, et près de 10 journées d'actions, le gouvernement arrivait à ses fins.

Ce fut aussi l'année du soutien à nos camarades menacés, je pense là à Florence Boudry, Carine Guillet, Elena Blond ou Laurent Indrusiak.

Evoquons également notre journée de soutien à l'Industrie, la CGT alertant sur la fragilité induite pour nous tous par la tertiairisation de l'économie.

2018

2018 fut une année charnière de défense de la Fonction Publique avec des élections sur les 3 versants (Etat, Hospitalier et Territorial) qui verront la victoire de notre organisation devant la CFDT et FO.

Une nouvelle fois, nous étions présents devant les tribunaux pour défendre le Secrétaire Général de l'UD03, ou encore son homologue de l'UD63, devant un patronat qui choisit la criminalisation de l'action syndicale plutôt que le débats des idées.

De cette année, on retiendra encore au niveau départemental, les actions en faveur des retraités, des privés d'emploi et du pouvoir d'achat, la venue de Philippe Martinez, le Secrétaire Général de notre confédération, à l'occasion du cinquantenaire de mai 68 avec la visite de syndicats.

2018, c'est aussi le début du mouvement Gilets Jaunes. Cela a été difficile pour notre organisation, incrédule devant l'éclosion d'un mouvement dont elle n'était pas à l'initiative.

Nous aurons été aux côtés de nos camarades cheminots qui, durant 3 mois, se sont mobilisés contre la réforme du ferroviaire.



Le bureau du congrès :

Gisèle Bascoulergue
Laurent Indrusiak
Elena Blond
Magalie Ferreira Neves
Jean-Pascal Pradel
Laetitia Planche
Sylvain Balouzat
Christelle Hebrard
Patrick Thomas
Sonia Roidé

Les présidences :

1^{ère} séance : Christelle Hebrard/
Philippe Yvrard
2^{ème} séance : Alexia Mambié/
Patrick Thomas
3^{ème} séance : Elena Blond/
Sylvain Ribier
4^{ème} séance : Magalie Ferreira
Neves/Eric Manoury

Hommage aux disparu-e-s :

En ouverture de congrès, fut projeté un diaporama émouvant, saluant les militantes et militants qui nous ont quitté depuis le 61^{ème} congrès de Toulon sur Alier. L'Union Départementale a recensé 54 d'entre eux.



2019

2019 ne dérogera pas à la règle avec un calendrier revendicatif fort, et de nombreux combats : la SNCF, avec là encore la criminalisation de leurs actions par la direction, le projet Hercule Mines Energie, le soutien aux Trésoreries, dont le gouvernement a acté la disparition dans nos campagnes, le mouvement social à la Poste, la défense du droit de grève et des libertés syndicales...

La fin d'année fut marquée par le mouvement très fort de contestation de la réforme des retraites et du rapport Delevoye, nouvel outil de casse sociale : circulation de train quasi stoppée, de même pour les écoles. Beaucoup de salariés du privé, dont de nombreux non syndiqués, dans les cortèges avec pas moins d'une quinzaine de journées dédiées.

L'UD a poursuivi un combat tous azimuts, battant ainsi le pavé pour la défense des retraites ou le soutien à nos camarades, je pense là à : Fabian Laude, Sébastien Claire, Hervé Gonthier, Geneviève Wasko, Julien Cabanne, Laurent Indrusiak, nos camarades de la PPDC d'Yzeure Moulins, etc.

2020

Nous commençons l'année comme nous avons terminé 2019, par de fortes et multiples actions contre la réforme des retraites.

L'année 2020 s'annonçait donc porteuse d'espoir pour nous, partisans de la reconnaissance des travailleurs en fin de carrière, mais un mystérieux pangolin devait venir modifier la donne et geler beaucoup d'initiatives. La crise sanitaire que nous traversons (au-delà de faire le constat de la gestion calamiteuse du gouvernement) a eu pour conséquence, notamment durant le premier confinement, de mettre à plat nombre de sujets, notamment le lien au travail, son sens, son organisa-

tion, son but. La généralisation du télétravail en est un exemple parmi d'autre.

Au prétexte de la maladie Covid 19, nous endurons couvre-feux, amendes, assignations, services de réanimation saturés de par des années d'abandon de l'hôpital public ou encore, pour bientôt, passeport sanitaire pour tous, y compris les enfants.

Année de revendication aussi contre le projet Hercule, la mobilisation pour la loi de Sécurité globale, les droits des femmes, la santé, la défense des libertés syndicales.

Séquence inédite pour notre CGT, nous obligeant à réfléchir sur notre mode de fonctionnement, nous avons donc dû apprendre à travailler autrement, la Visio n'a plus de secret pour nous, mais la réalité, c'est qu'il nous a fallu, et encore aujourd'hui, travailler pour ne pas perdre le lien avec nos syndicats.

2021

L'année n'est pas terminée et la liste des initiatives s'allonge déjà.

Une nouvelle fois nous avons apporté notre soutien aux camarades inquiétés par la justice : Julien Cabanne, Sébastien Claire, Laurent Indrusiak, Elena Blond et Caroline Berardan.

Nous sommes venus en soutien à de nombreuses luttes professionnelles, les actions Education Nationale, USD Santé, Bosch, Droits des femmes, Bureaux d'embauche Interpro, Loi Sécurité globale.

Les mobilisations toutes récentes, du 1^{er} octobre des retraites et du 5 octobre, feront certainement l'objet d'échanges sur le débat d'actualité.

2021 aura été encore une année marquée par le recul des libertés, avec l'instauration de l'obligation vaccinale pour certaines catégories et la mise en place du pass sanitaire.

2021, c'est aussi la bataille que nous avons mené à St Pourçain pour le maintien de notre UL. Le sinistre per-

sonnage Ferrand aura fait marché son réseau politico et franc-maçon pour arriver à ses fins et obtenir une décision du tribunal administratif.

Cette bataille est loin d'être finie, le dossier sur le fond reste encore ouvert. Nous aurons aussi, en juin de cette année, été à l'initiative d'une journée nationale contre le racisme.

Nous rappelons souvent les missions essentielles de l'UD : impulser et coordonner l'activité de la CGT dans l'Allier, de ses syndicats, en plus de représenter la CGT dans le département.

Les 3 années et un peu plus qui nous séparent de notre précédent congrès ont été marquées par une activité importante de notre UD.

Construction des luttes et actions : ce que nous présentons comme notre cœur de métier.

154, c'est le nombre de journées d'action que la CGT a proposé aux salariés durant ces 3 dernières années. Pour rappel, sur le précédent mandat, nous avons conduit 51 journées d'actions. D'où vient cette inflation ? Les réformes se sont succédées à un rythme effréné.

Toutes ces actions n'auront pas mobilisé à la hauteur des enjeux. Pour autant, nous avons mis beaucoup d'énergie pour organiser, impulser, coordonner notre action, car c'est souvent à partir de l'UD que tout est organisé : rédiger des tracts, organiser l'intersyndicale, rédiger les prises de parole, tenir les conférences de presse.

Sur les formes, nous avons à peu près tout essayé.

Libertés syndicales



les libertés syndicales aura pris une part importante dans ce mandat.

Dans et hors de l'entreprise les mau-

vais coups ont été nombreux : Florence Boudry, Carine Guillet, Geneviève Wasko chez Eurofins et au CD, Sebastien Claire, Hervé Gontier, Julien Cabanne chez les cheminots Gurbet et Marie-Jo chez Onet, Fabian Laude, Elena Blond, Caroline Berardan et sans oublier les plus de quarante agents du centre de tri postal à Yzeure et puis votre serviteur.

A travers ces différents exemples, nous voyons bien qu'il y a une volonté de sanctions en droit pénal contre des militants syndicaux, qui sont traités comme des « voyous » par le patronat et certains procureurs. J'ai la faiblesse de penser que si le camp d'en face s'acharne avec autant d'énergie pour nous empêcher, c'est qu'ils sont inquiets de notre capacité à entraîner la masse des travailleuses et travailleurs pour gagner le progrès social.

Alors engageons-nous avec force et conviction dans la lutte de classe !

Ne lâchons pas sur les libertés syndicales. Quand un militant CGT est attaqué, c'est toute la CGT qui l'est.

Vie syndicale

Nous avons l'habitude de dire que la Vie syndicale, c'est un peu tout dans la CGT : orga, com, formation, syndicalisation.

L'UD a fourni, durant ce mandat, un gros travail sur l'orga, car même si cela peut paraître simple, nous nous sommes rendus compte que nous n'avions pas toujours une connaissance fiable des forces organisées dans l'Allier.

Formations

Sur la formation, là aussi, l'UD a fait un effort considérable pour proposer des formations aux syndiqués de notre département en diversifiant l'offre.

Nous avons initié un travail de prise en compte départementale de la formation, réunion des formateurs de tout le département, tableau commun pour les inscriptions, harmonisation des contenus.

Je souhaite saluer tout le travail qui a été fait car il n'était pas facile de passer derrière des camarades comme Agnès et Fabienne.

Sous la responsabilité d'Hicham et l'implication de Lionel, Jean-Luc, Jérôme, Éric, Jean-Louis, qui sont venus

étouffés notre collectif formation, nous avons pu mettre à la disposition des camarades de nombreuses sessions de formations.

Au total ce sont 30 sessions de formations : CSE, CHSCT public, CSSCT, NIVEAU 2, Communication, etc... pour 303 camarades formés.

Nous avons organisé 9 journées d'étude : santé au travail, Hôpital Public, retraites. Ce sont 376 camarades qui ont participé.

Nous avons aussi organisé ce que nous appelons de l'éducation populaire avec plusieurs débats publics sur différents sujets : Mai 68, Hôpital Public, 12 débats publics sur les retraites pour plus de 700 participants.

Elections

Au terme d'un cycle de 4 années, le 26 mai dernier, les chiffres de la représentativité syndicale dans le privé ont été annoncés.

La mesure de la représentativité syndicale et l'addition du résultat de différentes élections dans le privé entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2016 :

- Les élections professionnelles (CE-DP-DUP) organisées dans les entreprises d'au moins 11 salariés.
- Du scrutin organisé auprès des salariés des Très Petites Entreprises (TPE) de moins de 11 salariés
- Des élections aux chambres départementales d'agriculture pour les salariés de la production agricole qui se sont déroulées en janvier 2013.

Résultats :

La CGT : 34,6 % / FO : 24,05 % / CFDT : 22,07 %.

La CGT dans l'Allier conforte aussi sa place de 1^{ère} organisation syndicale aux élections fonction publiques comme pour les TPE.

L'UD et les différentes instances de la CGT.

Le CCN (Comité National Confédéral), le parlement de la CGT comme le disent les médias, où siègent les secrétaires généraux des UD et des FD. Le CCN s'est réuni à 14 reprises durant ce mandat, l'UD y a participé à chaque fois et a fait entendre sa voix sur certains sujets. Participation également au Comité Régional.

Nos différents mandats : dans les différentes caisses, CPAM, CAF, URSSAF, les différentes instances, tribunal des affaires sociales, accidents du travail, CDCA, office départemental de l'habitat, comité d'expansion économique etc... C'est au total 64 camarades qui ont un mandat confié par l'UD pour représenter la CGT.

Sur ce sujet, nous devons améliorer les choses, comment mieux travailler ensemble.

La Commission Exécutive

Notre CE s'est réunie à 25 reprises, a débattu de la politique revendicative et des orientations du congrès confédéral et de leur mise en œuvre par notre Union Départementale. Elle a élaboré et défini la position de la CGT dans l'Allier.

Nous avons pu, durant ce mandat, travailler de façon efficace, en donnant du temps aux débats, aucun sujet n'a été écarté, et nous sommes souvent sortis de nos réunions avec des prises de décision.

Entre les membres du Bureau et votre serviteur, l'UD aura participé à 126 réunions de syndicats durant ce mandat.

J'ai sans doute oublié certaines dates, certains militants, je les prie par avance de bien vouloir m'en excuser. Je souhaite à tous un excellent congrès. Qu'il soit constructif, riche et fraternel aussi. Merci à tous pour le travail accompli ensemble.

Vive notre 62^{ème} Congrès. Vive la CGT.



Motion de soutien

Le 12 octobre 2021, l'Union Départementale des syndicats CGT de l'Allier, réunis en congrès, après avoir appris l'assaut du siège italien de la Confédération Générale Italienne de Travail (CGIL) par des fascistes du groupe Forza Nuova, adopte la motion suivante :

« L'assemblée condamne avec la plus grande fermeté cet acte visant les locaux nationaux de la CGIL, affirme sa solidarité avec nos camarades italiens et s'engage à lutter avec fermeté contre toute tentative de retour de l'extrême droite aussi bien en Italie qu'en France ».

Débats sur le rapport introductif

Gilles Balouzat (L'Envol) met en évidence que les jeunes sont moins impliqués dans les élections. Il propose de faire beaucoup de communication et de l'éducation sur l'importance de la syndicalisation.

Elena Blond (CGT Educ.) revient sur la période du confinement et l'impact que cela a eu sur le personnel, notamment éducatif sous pression. Elle cite Commeny et la classe de SECPA pour personnes en difficulté où il manque un prof spécialisé.

Enormément de salariés sont placés en inaptitude et sur la santé au travail, il faut voir comment nous pouvons nous organiser pour faire sortir la parole.

Il faut aussi que la CGT s'empare de l'égalité femme-hommes.

Laetitia Planche (Conseil départemental) constate les difficultés à sensibiliser le monde du travail et nous invite à mieux intégrer les nouveaux modes de travail (ubérisation).

La précarité est un obstacle supplémentaire à la mobilisation des salariés.

Alain Passat (retraité Adisséo) nous parle de l'opposition de droite qui a voté contre la subvention exceptionnelle pour notre congrès mais qui n'a pas osé voter contre l'inauguration (espace Jean Landron).

Le patronat et la droite redoutent la solidarité et le collectif, c'est donc pourquoi il est indispensable d'aller à la syndicalisation dans les usines et partout où cela est possible. Être syndiqué c'est être libre.

Philippe Yvrard (EDF Moulins/Vichy) souligne le harcèlement judiciaire partout en France. Il fait état de l'ultra violence ambiante, que ce soit sur les syndicats mais également sur la population par le biais des gilets jaunes, autre mouvement qui dérange le gouvernement en place.

Il remercie pour l'appui aux luttes sur le dossier Hercule. Sa mise en place aurait induit 10 % en plus sur la facture.

Il argumente sur le bien-fondé d'un service public nationalisé de l'énergie.

**À VOUS QUI AMÉLIOREZ
LE QUOTIDIEN DES SALARIÉS
EN AFFIRMANT VOS VALEURS**



Créé il y a 55 ans par des militants syndicaux, le groupe Up vous accompagne pour favoriser les progrès sociaux dans l'entreprise, simplifier votre mission et proposer des produits et services adaptés aux besoins des salariés : pause déjeuner, action sociale, culture, cadeaux, loisirs, solution de gestion.

Choisir le groupe Up, c'est choisir un groupe indépendant, dont la maison mère est une coopérative détenue à 100 % par ses salariés & un acteur emblématique de l'Économie Sociale et Solidaire, qui ne cesse de diversifier ses solutions, répondant ainsi aux enjeux liés aux conditions de vie et de travail.

- Cadeau/Culture ► Déjeuner
- Équilibre vie pro./vie perso.

Retrouvez les solutions du groupe Up pour favoriser le dialogue social et améliorer le quotidien des salariés sur up.coop
Contact : infopartenariatsetcooperation@up.coop

Le Groupe Up est
partenaire de



Ça fait du bien
au quotidien

Il cite la Belgique et sa proposition d'une retraite à 1 700 euros, qui semble être du bon sens pour que chacun puisse subvenir à ses besoins jusqu'à la fin de sa vie

Laurent Indrusiak redit que la CGT en France fait mieux que les Belges car on revendique un SMIC et une retraite à 2 000 euros.

Daniel Coffin (retraité SNCF Montluçon) nous explique que Railcoop repousse d'un an sa mise en service. En effet, ils n'ont pas obtenu les sillons demandés alors que Vauquiez avait fait sa campagne sur le sujet.

Marie-Noëlle Louis (retraîtée com d'aglo de Montluçon) souligne que bien des peurs étaient présentes suite à la pandémie, notre activité a été à la hauteur.

Elle se dit révoltée par la mise en place de ce pass sanitaire. Ne devrions-nous pas être plus présents sur le terrain contre le pass sanitaire ?

Annie Mallet (FAPT) replace dans le contexte le conflit de la PPDC à Moulins/Yzeure et remercie la place de l'interpro et particulièrement Laurent pour son implication. Ce mouvement a permis de syndiquer.

Céline Lemaire (CHMY) fait le parallèle entre « l'héroïsme des soignants et hospitaliers » pendant la crise sanitaire face aux « soignants irresponsables » qui refusent la vaccination et dont le contrat de travail est suspendu.

Elle nous parle également de la casse de la santé publique et des regroupements de services générant des suppressions de postes et de services et sollicite de l'aide en vue des prochaines élections professionnelles.

Alexandre Parrot (Finances Publiques) remet au clair la position de Pfizer (« tueur » d'enfants en Afrique pour tester), alors que Pasteur n'a rien à voir avec cela. Notre syndicat doit effectivement considérer que le vaccin c'est le progrès et ne pas faire le jeu de ces escrocs.

Vote du rapport : pour à l'unanimité

Synthèse rapport d'actualité (Pradel Jean-Pascal)



Pour commencer cette introduction sur l'actu, j'ai préféré vous livrer une pensée sur le peuple et les travailleurs Afghans dont on nous parle bien peu, eu égard au désastre humanitaire dans lequel les pays occidentaux les ont délibérément placés, américains en tête.

Pendant ce temps, les médias vont bon train sur la non-candidature d'Eric Zemmour. Son credo ? La haine de l'autre, la division, le révisionnisme et le populisme exacerbé... en surfant sur les peurs, la crainte, les inquiétudes.

De la lutte contre l'immigration ou encore par le renforcement des politiques sécuritaires, il fait son cheval de bataille, à croire que ce serait l'essentiel des préoccupations des Français. Alors que la santé est placée comme 1^{ère} préoccupation des Français dans le cadre de la campagne présidentielle à venir, l'immigration n'arrivant qu'au 4^{ème} rang.

Sans doute le syndicalisme a-t-il une responsabilité dans le cadre de cette campagne. Celle de mettre les revendications sociales au cœur des débats

par notre présence au quotidien, aux côtés des salariés, dans les entreprises, les services, les ateliers... en débrayage, en grève ou encore à battre le pavé en manifestations, banderoles et tracts en mains.

C'est précisément ce chemin qu'ont décidé de suivre les aides à domicile, sous-payées et travaillant dans des conditions extrêmement difficiles le 23 septembre lorsqu'elles ont décidé, avec la CGT, de relever la tête. Femmes de courage, elles sont plus de 700 000 en France à subir temps partiels et horaires irréguliers en ne gagnant que 900 €/mois en moyenne. Elles font face au mépris des pouvoirs publics alors même que la crise sanitaire a rappelé l'importance de leur rôle.

Ne pas oublier non plus, les attitudes répressives envers les salariés qui, pour des raisons diverses, refusent la vaccination et risquent de perdre leur emploi en conséquence de leur choix.

Rappelons-nous ceux de la santé applaudis aux fenêtres, pour le service qu'elles et ils rendaient à la nation malgré la faiblesse des moyens ?

Alors même qu'entre mars 2020 et mars 2021, la fortune des milliardaires français a augmenté de 170 milliards d'euros (40 %) soit 2 fois le budget de l'hôpital public, où 5 700 lits ont encore été supprimés en 2020.

Nos camarades de la santé se sont illustrés dans les journées d'action ; les sages-femmes, les psychologues ou encore SOS médecins sur la rémunération, la reconnaissance des qualifications, de meilleures prises en charge des patients.

Le 23 septembre, ce sont les personnels de l'éducation nationale qui étaient en grève pour des augmentations salariales et de meilleures conditions de travail.

Dans la semaine du 21 au 25 septembre, c'est la métallurgie pour la

mise en place d'une convention collective de haut niveau.

L'actualité, c'est aussi cet accord félon ARRCO-AGIRC qui fait payer aux retraités les conséquences de la crise et que la CGT conteste.

A ce sujet et plus largement, le 1^{er} octobre, les retraités s'étaient rassemblés unitairement à Moulins comme dans toute la France (136 rassemblements dans 88 départements) exigeant une revalorisation des pensions, une sécurité sociale renforcée et des services publics de proximité accessibles à tous.

Le 5 octobre sous l'égide de la CGT, FO, FSU et Solidaires..., quelques 600 participants dans les 3 manifestations de l'Allier, et plus de 160 000 sur le plan national dans les 200 rassemblements et manifestations organisées, pour revendiquer des hausses de salaires, des revalorisations des pensions, l'amélioration des conditions de travail intégrant une réduction du temps de travail à 32 heures, des créations d'emplois partout, dans l'industrie, les activités de services comme dans les services publics, des moyens pour la santé au moment où le projet de loi de finances de la sécurité sociale est en débat....

Il ne faut pas non plus oublier à quel point la CGT dérange dans ce pays et très particulièrement dans l'Allier, au point que les pouvoirs publics, accom-

pagnés par les forces de l'ordre et la justice, veulent lui faire poser genou à terre en intimidant voire réprimant les militants les plus exposés.

Une énième fois, en date du 4 octobre dernier, Laurent, Elena, Caroline étaient convoqués au commissariat pour leur participation à une opération escargot pendant les luttes, accompagnés de 50 militants.

Laurent, notre Secrétaire Général, qui sort à peine d'une condamnation, pour avoir participé à un rassemblement non déclaré et avec dégradations au rond-point de Montmarault.

Pendant combien de temps encore allons-nous accepter cette répression à l'encontre des militants de notre organisation ?

Pendant combien de temps encore allons-nous considérer cette justice comme indépendante et la traiter comme telle, alors même qu'elle a donné raison, contre toute attente et avec une rapidité déconcertante, au maire de Saint Pourçain quand il s'est agi de vider manu militari les locaux de l'Union Locale CGT ?

Cette même justice qui laisse pourrir la plainte déposée par notre camarade Jeanine Gauthier, victime d'un chauffard ou qui, au mépris des salariés de l'entreprise et de leur santé, range au tiroir la saisine de la CGT lorsqu'il s'agit des patrons félons de l'entreprise « Environnement-Recycling » ?

Il n'est plus possible de se taire. Il nous faut mener une campagne

offensive contre la répression et les atteintes



multiples aux libertés syndicales. Je vous invite à en débattre.

Le pouvoir d'achat est un élément majeur de l'actualité dans cette période. Le prix de l'énergie renchérit l'exigence d'augmentations des salaires, d'une véritable régulation des prix et un retour à un véritable opérateur public tel que doit l'être EDF-GDF.

Sur la question des salaires, rappelons que la CGT exige une augmentation de toutes les grilles de salaires proportionnels à la récente hausse automatique du SMIC. Elle défend aussi la réduction du temps de travail hebdomadaire à 32 heures sans perte de salaire. À ce sujet, le lancement de la

Inauguration de l'espace Jean Landron

Jean Landron, militant CGT émérite, élu PCF sur la commune de Commentry, était de tous les combats.

Il nous a quitté en 2017 et laisse beaucoup de tristesse chez les nombreux camarades qui l'ont côtoyé notamment ceux d'Adisseo, son syndicat.

La municipalité commentryenne et le congrès CGT ont souhaité lui rendre hommage, lui qui a également été Secrétaire Général de l'Union Locale et membre du bureau de l'UD.

Tour à tour, Sylvain Bourdier, maire de Commentry, Alain Passat, militant CGT et PCF, Guy Formet et Jean-Louis Gaby, anciens maires et Odette son épouse, ont rendu hommage à l'homme de conviction et d'engagement qu'a été Jean jusqu'au dernier instant.



campagne aura lieu ce jeudi 14 octobre à Montreuil au siège de notre organisation.

La question des salaires et celle des pensions, sont considérées comme un axe prioritaire par la CGT.

La proposition serait de la décliner dans chaque territoire, chaque entreprise.

J'aurai pu également parler de la lutte de nos camarades de la culture ou de ceux des services publics, des impôts, des activités postales et bien d'autres encore. Pardon, pardon... à toutes celles et ceux que je n'ai pas cités.

Mais, avant de conclure, je voudrais surtout vous inviter à mettre du positif dans cet environnement morose.

Castaner l'aurait confirmé : il n'y aura pas de réforme des retraites d'ici la fin du quinquennat. C'est une sacrée victoire et pas des moindres.

Oui, certes ça n'est que partie remise. patronat et gouvernement vont rapidement reprendre le taureau par les cornes.

Néanmoins, nous les avons fait reculer encore une fois, comme en 2003, et en 1995, et, à chaque fois, nous avons déplacé le curseur des prétentions qu'ils avaient en matière de mise à plat de la réforme de notre régime solidaire et par répartition.

Cela doit nous donner du courage et de l'ambition pour l'avenir.

A l'image des luttes des GMS, nos voisins et camarades Creusois, qui viennent d'obtenir à la suite d'une lutte héroïque, la reconnaissance par le conseil des prud'hommes de leur licenciement illégal. Ou encore, la réouverture du train des primeurs Perpignan/Rungis à la mi-octobre, après trois ans de mobilisation.

Débats sur l'actualité

Nadia Mallet (ATNA) revient sur le congrès confédéral de Dijon lors duquel, des syndicalistes étrangers (turcs et Bangladesh) ont témoigné.

Ils disaient même que la France, en matière de syndicalisme, servait de modèle.

Jean-Yves Lépineux (retraité Sogeb Mazet) témoigne de la pénibilité dans

le secteur du bâtiment. Il s'indigne car il n'y aurait plus de reconnaissance des accidents de travail à partir d'excuses inacceptables. La CGT devrait s'interroger là-dessus car le bâtiment est une des plus grandes entreprises de France.

Jordann Simon (FAPT), d'après lui, Macron devrait faire le bilan de sa mandature car il y a beaucoup à redire.

Tour à tour, il argumente sur la Fusion AGIRCC ARCCO, sur la division des catégories entre elles... Et de développer sur la fonction de cadre qui n'est pas en opposition mais bien partie intégrante de la CGT. Les revendications, que ce soient celles des cadres ou des employés, sont quasiment les mêmes.

Gilles Balouzat

(L'Envol) demande à ce que tous les agents devant passer devant le tribunal des affaires sociales soient accompagnés par la CGT.

Alexandre Parrot (Finances Publiques) précise que les managers auraient tendance à imiter le comportement décomplexé de nos dirigeants (mensonge...).

Laëtitia Planche (Conseil départemental) fait suite aux dires de Nadia sur l'international et nous fait part de l'investissement inacceptable dans l'armement ainsi que dans le nucléaire alors que ces moyens pourraient servir à la réponse aux besoins des travailleurs. La paix fait partie de nos valeurs fondamentales, rappelant certains traités, la CGT ne devrait pas perdre cela de vue.

La solidarité et la fraternité sont les poisons du capitalisme mais les vraies solutions à la victoire contre ces requins.

Patrick Laurent-Varange (territoires de Vichy) revient sur les 1607 dans la Fonction publique territoriale et déplore le triste constat de l'acceptation

de beaucoup de personnes sur les pertes des conquies sociaux.

Malika Gilbert (AMPAD) et Sylvie Jean (BVAD) nous parlent des aides à domicile. Elles saluent les propos de Jean-Pascal et d'Elena citant leur situation. Elles démontrent que la mobilisation permet des avancées, notamment avec la signature d'un protocole.

Jean Noël Dutheil (IHS) propose une



motion au congrès sur les attaques fascistes contre la CGIL italienne (texte intégral publié page 8)

La motion est adoptée à l'unanimité.

Antoine Jubin (CH Vichy) revient sur la prime au mérite. Il cite les petits syndicats qui se retrouvent face à des directions à l'offensive et répressives. Il déplore le fait, pour certains, d'être en difficulté lorsque ces derniers ont recours à leurs droits syndicaux. Comment faire pour faciliter l'information syndicale et aider les camarades ? Il nous faut affirmer nos droits pour les faire respecter mais aussi aller à la conquête de nouveaux droits.

Il nous faut nous interroger sur nos pratiques qui se doivent d'évoluer car la société évolue. Conscient que cette question est récurrente mais pas assez décortiquée.

Catherine Perret (confédération) : Les rapports (activité et actualité) portent à l'offensive et sont dynamiques. La mobilisation au mouvement de la réforme des retraites a fait reculer le gouvernement. Mais il va falloir se pré-

UNE CGT RÉSOLUMENT OFFENSIVE, CONQUÉRANTE, RASSEMBLEUSE...

parer à un nouveau combat pour qu'elle ne passe pas plus tard.

Il ne faut pas minimiser nos actions et porter nos victoires car il y en a. Il est indispensable de faire reculer le projet Hercule, relocaliser les usines. Il faut mener le combat contre la réforme de l'assurance chômage. La journée du 5 octobre appelle des suites. La CGT voudrait aller chercher 10 % d'augmentation de salaire dans le public et dans le privé. Il ne doit plus y avoir de branches en dessous du SMIC, ce qui est encore le cas dans 45 d'entre-elles.

L'Allier est très touché par la répression syndicale, la confédération sera toujours là en soutien et répondra toujours présente.

Catherine a une pensée émue pour les copains disparus.

Synthèse du rapport de la commission des statuts (Corinne Martin)

Un congrès est le moment unique pour pouvoir mettre à jour de nos statuts, plus sur la forme que sur le fond.

La commission a travaillé à mettre l'écriture inclusive dans tout le texte, en plus de certaines modifications.

Voici donc les propositions que la commission des statuts vous soumet :

Article 1 : Changement d'adresse de l'Union Départementale.

Article 2 : Il manquait le mot *Départementale*.

Article 3 : Le Code du Travail venant d'être modifié, l'article L 2132-3 remplace ceux notés précédemment.

Article 4 : Comme l'article 2, ajout de *Départementale*.

Article 14 : Pour qu'une UD puisse fonctionner correctement, la Commission Exécutive doit rester opérationnelle. Pour ce faire, la commission des

statuts propose que de nouveaux membres puissent être cooptés, en adéquation avec les statuts confédéraux.

Article 16 : Dénomination exacte du poste de trésorier-ère à la CGT : *Responsable à la politique financière*.

Article 18 : Reformulation simplifiée avec *la représentation de chaque syndicat*. L'ajout suivant permet une représentativité plus juste des syndicats *en fonction du nombre de FNI réglés*.

Article 28 : L'Echo-Flash est déjà édité tous les 2 mois.

Débats révisions des statuts

Une demande, à l'article 16 de remplacer le terme trésorière par responsable à la politique financière

A l'article 18 : interrogations sur le nombre de syndicats représentés par un délégué.

Une réaction, il est peut-être utile de préciser dans les statuts que le délégué a pouvoir, Laurent répond que c'est juste le porteur des voix.

Une question, n'éloigne-t-on pas les petits syndicats en prenant la règle de 1 délégué pour 10 FNI réglés ? Laurent répond que non car, même si les règlements sont inférieurs, on permet quand même la présence d'un délégué et d'un invité.

Vote à la majorité (2 contre), statuts adoptés

Synthèse du rapport financier (Gisèle Bascoulergue)

Je vais vous exposer l'état des finances de notre Union Départementale pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020.



RECETTES : Sans équivoque, nous constatons immédiatement que nos produits ou recettes sont très majori-

tairement des produits issus de et en lien avec notre activité syndicale.

L'essentiel de nos recettes provient des cotisations syndicales. Viennent ensuite les recettes issues des formations que nous organisons. Les autres sources de recettes restent très à la marge, voire insignifiantes pour certaines.

Examinons, plus en détail, la rubrique « cotisations » constituée par le reversement mensuel de la part des cotisations syndicales destinée au champ territorial.

Notre Union Départementale perçoit ainsi, pour son fonctionnement, 12,83% des cotisations perçues et reversées à Cogétise par les syndicats du département. De même, une part de nos cotisations sert à alimenter le champ solidarité, et notamment le Fond National Interprofessionnel (FNI), constitué de 67 % de la valeur du premier timbre (créé pour venir en aide aux structures en difficultés).

Le constat est sans appel. Nous n'avons pas progressé concernant le retour dans les structures du reversement des cotisations syndicales prélevées par les syndicats.

En 2020, nous encaissons - 5 685 € par rapport à 2017, + 1 028 € par rapport à 2018 et - 9 821 € par rapport à 2019. Cela nous amène à recourir systématiquement à la constitution de dossiers de demandes d'aides au FNI.

2018 est fort heureusement la seule année, sur les quatre présentées, où nous affichons des dépenses plus élevées que nos recettes.

Ainsi, apparait concrètement la matérialisation des nombreux signaux d'alertes tirés au niveau des territoires, des professions, de la Confédération concernant la Syndicalisation et la Vie Syndicale. Il est aisé de comprendre que plus nous avons de syndiqués, plus nous faisons rentrer de cotisations et mieux nous disposons de moyens financiers. Il ne faut pas oublier, au passage, l'application du 1 %. D'où la nécessité d'avoir, dans chacun de nos syndicats, une Vie Syndicale chargée, entre autres, de veiller à la juste application de nos statuts et à la mise en place d'actions de syndicalisation.

Commission candidatures :

Christelle Hebrard
Elena Blond
Lionel Boulicot
Magalie Ferreira Neves
Christiane Micaud
Patrick Thomas
Jean-Pascal Pradel
Gisèle Bascoulergue

Commission mandats et votes :

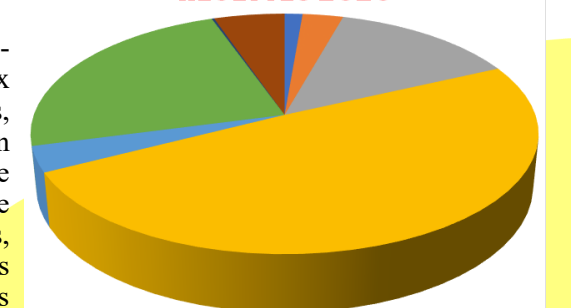
Christelle Hebrard
Elena Blond
Magalie Ferreira Neves
Alexia Mambié
Hicham Rady

Commission de révision des statuts :

Pascal Devos
Alexia Mambié
Laurent Indrusiak
Corinne Martin

Autre source de recettes, la rubrique « Autres produits », alimentée pour l'essentiel par nos produits issus des formations que nous organisons, qui oscille d'années en années selon le

RECETTES 2020



■ Prestations de services
■ Subventions
■ Dons
■ Cotisations syndicales (Cogétise) + aide FNI
■ Remboursement de frais engagés pour le fonctionnement
■ Autres recettes
■ Intérêts sur Livret A et Compte Sur Livret
■ Recettes exceptionnelles

EXPERT DE PROXIMITÉ des représentants du personnel



Accueil - Conseil
01 55 82 17 30 - info@emergences.fr
emergences.fr

→ 3 activités pour
comprendre
analyser
et agir

sur les relations entre le travail et les questions sociales liées aux conditions de vie et d'emploi des salariés.

/ LA FORMATION

Des élus formés pour être des acteurs efficaces et incontournables sur les questions économiques et sociales

/ LES EXPERTISES ÉCONOMIQUES ET SANTÉ AU TRAVAIL

Utiliser le droit à expertise pour analyser la situation économique de l'entreprise et identifier les risques de l'organisation du travail pour la santé des salariés

/ LES ÉTUDES, LE CONSEIL

Un accompagnement au plus près des besoins des élus pour mener des analyses pointues

nombre de stages organisés et selon aussi le nombre de participants à ces stages. Vous remarquez une constante sur ces 3 dernières années avec une légère progression en 2020.

Autre source de ressources notables d'après le schéma, la rubrique « Dons » qui proviennent de dons pour la solidarité organisée autour des grévistes lors du mouvement des retraites de décembre 2019 à mars 2020, répartis, pour 75 %, entre les cheminots grévistes du département et, pour les 25 % restant, à la demande, entre les grévistes des autres corporations.

DÉPENSES : C'est la rubrique « Autres achats et charges externes » qui arrive en premier, à l'exception de 2019. C'est logique puisqu'elle intègre ce qui fait et constitue l'activité journalière de l'UD.

De 2017 à 2020, nous constatons une baisse de 25 021 €. Le facteur le plus impactant est celui constitué par le paiement, aux entreprises ou à la Confédération, des mises à disposition de camarades pour le fonctionnement de l'UD.

A l'UD, en 2017 et 2018, nous comptons 3 camarades détachés, ce qui a impacté fortement les finances de l'UD.

2017, c'est l'année de la véritable appropriation de nos nouveaux locaux avec quelques travaux à la clé. C'est aussi la première année de paiement des fluides (eau, gaz, électricité) sur une année complète. Enfin, 2017, c'est aussi l'année de notre dernier

congrès dont l'organisation a engendré des dépenses ; l'achat et l'installation d'une visio-conférence à l'UD, le dossier « Environnement Recycling » avec le paiement, entre autres, de frais d'analyses de laboratoire démontrant la présence incontestable de métaux lourds dans les poussières émises, et respirées par les salariés. C'est donc l'addition d'un certain nombre de dépenses pour des montants conséquents, qui ne se reproduiront pas dans les 3 années suivantes.

En 2018, s'amorce la baisse de nos dépenses. A partir de mars 2018, nous n'aurons plus à régler Carrefour pour la mise à disposition du Responsable à la Vie Syndicale. Nous n'organiserons pas de Congrès. Nous devons remplacer le standard téléphonique. Nous organiserons un évènement pour marquer les 50 ans de mai 68. Nous aurons aussi à prendre en compte les élections Fonction Publique.

En 2019, nos dépenses baissent encore et très significativement. Nous ne paierons plus aucune mise à disposition pour le responsable à la Vie Syndicale. Le FNI prendra intégralement en charge le détachement de la responsable à la Politique Financière. Nous repenserons notre journal « Echo Flash » : moins de parutions avec une pagination plus importante par exemplaire. Nombre de dépenses engagées en 2018 ne seront pas reconduites, ce qui nous permettra de réaliser des économies.

En 2020, nous enregistrons une hausse de nos dépenses par rapport à 2019. Cette augmentation s'explique très simplement par la fluctuation de deux postes de dépenses liées à des activités bien spécifiques et ponctuelles. Pas de dons de soutien aux grévistes dans le cadre du conflit des retraites. En 2020, nous ferons également connaissance avec le confinement et les réunions téléphonées.

Autres postes de dépenses importantes : la « Rémunération du personnel » et les « Cotisations so-

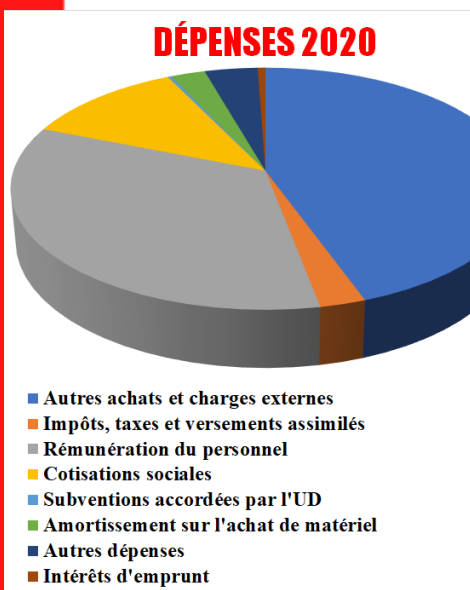


ciales » correspondantes.

Voilà pour les principales dépenses, les autres restant très à la marge.

CONCLUSION

Ce que nous devons retenir, c'est que nous maintenons une activité de bon niveau avec des moyens non extensibles ; ce qui nous conduit à maîtriser au mieux, voire diminuer, nos dépenses. Durant ces quatre années, nous entamerons et finaliserons des pistes d'économies en matière de téléphonie mobile, fixe et ligne internet. Nous changerons de prestataire pour la reprographie. Nous modifierons notre journal Echo Flash. Nous ferons l'acquisition d'un traceur pour réaliser nous-même nos banderoles. Nous ferons aussi des économies concernant les fournitures de bureau et nos frais de déplacements. Nous resterons très prudents sur le registre « masse salariale » en pratiquant des augmentations très mesurées et en choisissant d'assurer nous-même l'entretien de nos locaux plutôt que de recruter, pour ne pas alourdir ce poste de dépenses. Je dirai donc : « continuons nos efforts » d'autant que nous devrions avoir à engager, prochainement, des travaux d'entretien plutôt onéreux pour notre UD.



Rapport Commission Financière et de Contrôle (Pascal Devos)

Pascal félicite la Responsable à la politique Financière pour le sérieux et la rigueur dans le suivi des comptes de l'Union Départementale.

La Commission Financière et de Contrôle, après vérification, déclare sincères et loyales les écritures comptables et donne quitus aux comptes de l'Union Départementale.

Débats rapport financier

Gilles Balouzat (l'Envol) souhaiterait voir apparaître le capital d'emprunt et voudrait savoir le reste à rembourser ?

Gisèle répond que nous avons 60 000 euros empruntés et que le remboursement est presque terminé.



Vote du bilan financier à l'unanimité

Débat général

Laurent Indrusiak revient sur la dimension internationale que porte la CGT et l'exemple qu'elle donne. Il insiste sur l'importance de parler de salaire brut et non de salaire net.

Il invite à réfléchir sur une initiative particulière et forte sur les libertés syndicales et les repressions subies.

Ce qui fait vraiment défaut à la CGT, c'est bien le fait de ne pas entraîner suffisamment de personnes dans nos actions.

Concernant la réduction du temps de travail, il nous faut porter haut et fort les 32 heures.

Elena Blond (Educ.) prend l'exemple sur le doublement des syndiqués dans le syndicat de l'éducation, et cite le recours aux contrats précaires et aux contractuels. Les nouveaux syndiqués sont essentiellement des précaires. Elle informe sur la construction de listes unitaires en vue des prochaines élections professionnelles de 2022.

Christelle Hébrard (FAPT) opère un retour d'expérience sur la démarche CGT par suite d'une plus grande prise de conscience lors du dernier conflit à la PPDC de Moulins Yzeure.

Elle indique qu'il est important de mettre au cœur des décisions les acteurs de la grève et des mouvements en général ! D'où l'importance d'être organisé en local.

Annie Perot (privée d'emploi Vichy) nous livre que moins d'un quart des privés d'emplois sont actuellement en dehors d'une indemnisation alors qu'ils n'étaient déjà que la moitié à être indemnisé auparavant.

Alain Pas-sat (ret. Adisséo) met en avant la nécessité de parler du salaire brut. D'après lui, il faut nous em-

parer de la sécurité et ne pas laisser ce terrain à l'extrême droite

Magali Souche (CH Montluçon) nous invite à défendre nos conquises afin que chacun puisse être soigné et avoir recours aux soins.

Jérémy Debatisse (SNCF St Germain/Vichy) est pessimiste sur notre façon d'intervenir sur les mouvements à venir. Il respecte ce que porte la confédération et indique que la Fédération des cheminots est disciplinée et organisée et qu'elle joue pleinement son rôle. Il souligne le manque d'implication de certains copains dans nos UL.



Hommage aux sortants (Laurent Indrusiak)

Dans un congrès, il y a un temps donné aux débats. Ceux-ci peuvent être vifs et passionnés. Nous en avons eu la démonstration lors de cette 1^{ère} journée.

Il y a le temps pris au respect de nos statuts, les différents rapports, votes et élections. Il y a aussi le temps donné à des moments fraternels, c'est ce temps qui nous réunit ce soir.

Une raison à cela, remercier quelques camarades qui quittent leur fonction au sein de l'UD.

Il me revient, en votre nom, de les remercier très chaleureusement.

David Aussert, Frédéric Bailly, Patrick Besson, Jean-Remy Biondi, Didier Blondet, Céline Caillot, tous ces camarades ont apporté un concours précieux au sein de la direction de l'UD. A nouveau, merci !

Même si à la CGT, nous devons veiller à ne pas personnaliser notre action qui est avant tout un travail collectif, nous souhaitons particulariser le départ de 3 membres de la direction de l'UD.

3 camarades, qui ont été membres de la CE durant de longues années:

Patrick Dufour, arrivé à la CE de l'UD en 2007.

Hicham Rady, arrivé à la CE en 2010 et au bureau à partir de 2014. Du plus jeune de la CE, tu n'es plus le plus jeune aujourd'hui.

Christiane Micaud, arrivée à la CE en 2010 et au bureau à partir de 2014. Ne t'inquiète pas Christiane toi qui nous a interdit de dire du bien de toi, détestant les hommages, je n'en avais pas l'intention (humour).

Je souhaite, en votre nom à tous, les remercier chaleureusement.

Le temps est venu de boire ensemble le verre de l'amitié.



Militants, adhérents, ensemble soyons solidaires

Depuis plus de 30 ans,
la Macif protège
l'activité syndicale

partenariat@macif.fr



Essentiel pour moi

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

Deuxième jour

Débats thématiques, propos introductifs (Christelle Hébrard)

Nous avons décidé d'organiser deux débats à thèmes lors de notre congrès, autour de ce que l'on appelle la vie syndicale partant d'une réflexion « il y a tellement de sujets où nous n'avons pas de levier pour agir, qu'il n'est pas pensable, pas envisageable que sur ces enjeux qui ne dépendent que de nous, nous ne nous donnions pas les moyens, collectivement, de réussir ».

Syndicalisation

Au cours de l'histoire, les périodes de forte syndicalisation à la CGT correspondent à de forts mouvements sociaux et à des acquis pour les salariés. Et c'est précisément parce que l'affrontement de classe se situe sur le lieu de travail que c'est là que les salariés doivent s'organiser.

Faire aboutir les revendications de la CGT et des salariés passe par le poids de l'organisation syndicale et l'organisation des syndiqués sur le lieu de travail. Il s'agit de travailler à la syndicalisation, de façon permanente pour construire le rapport de force nécessaire pour maintenir les acquis et gagner de nouveaux droits.

Nous traversons une période de crise inédite. Les bouleversements qu'elle engendre pèsent sur notre quotidien, sur nos conditions de travail, et interrogent notre avenir.

La méthode choisie pour imposer les réponses unilatérales censées y répondre nous donne souvent le sentiment d'être impuissants. Comment intervenir sur les choix qui nous touchent directement ? Comment agir pour maîtriser notre avenir ?

La réponse n'est pas simple. Une chose est sûre : chacun d'entre nous détient une part de la solution. Beaucoup dépend de ce que nous sommes capables de faire ensemble pour que nos intérêts soient défendus, que notre avis soit entendu, que les revendications élaborées ensemble trouvent une issue positive.

La première question à laquelle il nous faut répondre est celle de notre



nombre. Nous avons besoin d'être plus de têtes, plus de bras. Nous avons besoin que la CGT devienne plus forte, qu'elle s'ouvre à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent. Qu'elle s'installe dans le quotidien de travail de tous, partout. La CGT est une somme de différences, qui donne vie à une même passion, qui se nourrit des valeurs de justice, de solidarité, de démocratie, d'antiracisme.

La CGT, une organisation de lutte de classe et de masse, cette formule combien de fois nous l'avons entendu ou lu dans les publications de la CGT.

Oui nous avons raison de réaffirmer avec fierté et nous le pouvons régulièrement dans les nombreuses luttes, que oui la CGT, NOTRE CGT, est une organisation syndicale de lutte de classe,

Pour autant, nous ne devons jamais mettre de côté la fin de cette belle phrase, qui doit rester impérativement de masse.

En effet, la question du nombre de syndiqués dans des syndicats structurés, pour permettre d'organiser la démocratie et la lutte, est un élément constitutif et incontournable du rapport de force.

Une CGT plus forte en adhérents, c'est une CGT plus entendue et plus efficace. La question de la syndicalisation est donc un enjeu essentiel dans la construction du rapport de force

que nous avons l'ambition de créer. Cette question n'est donc ni à côté, ni en dehors de la stratégie de la CGT, mais totalement intégrée à celle-ci. Elle demande à être traitée en tant que telle, car nous ne pouvons pas nous contenter de déclarations ou de postures.

Vous l'aurez bien compris la syndicalisation, cela doit être l'affaire de tous et non pas une volonté périodique mais l'implication dans une démarche



permanente et pérenne.

La démarche d'un projet de syndicalisation se construit à partir des cibles définies sur les axes de travail : renforcer la CGT où nous sommes présents, implanter la CGT où nous sommes absents. Les campagnes de syndicalisation ont donc pour objectif de faire connaître la CGT, de renforcer le syndicat sur le lieu de travail, de donner l'influence nécessaire à la CGT pour contribuer au rapport de force. C'est d'autant plus important que les restructurations incessantes que subissent les salariés les poussent à l'individualisme et à la perte de leurs repères revendicatifs.

Ces campagnes impliquent qu'un plan de travail soit mis en place à partir des sections syndicales, avec un ciblage des salariés à rencontrer, à partir du tableau de bord de la section (connaissance des salariés, des contenus revendicatifs, influence de la CGT, etc...) et que les syndiqués en soient partie prenante.

Les campagnes de renforcement menées au niveau des UL, des syndicats départementaux, de la fédération ou au niveau confédéral, permettent de multiplier ces plans de travail et de poser la question de la syndicalisation à tous les niveaux auxquels les salariés doivent intervenir.

L'enjeu du renforcement est essentiel pour nos syndicats, nos UD, nos UL et notre confédération.

Nous devons réfléchir et débattre pour dépasser le simple constat. La réalité de nos syndicats et sections syndicales n'est pas la même pour tous.

La syndicalisation, c'est aussi se donner les moyens financiers de l'indépendance et de la vie de l'organisation, par la cotisation, le PAC et le



1%. Mais c'est aussi démultiplier les moyens d'interventions, faire vivre la CGT sur tout le lieu de travail, être présent partout où les salariés ont besoin de la CGT.

Certains syndicats ou sections dépassent les 100 %, d'autres les atteignent et d'autres n'y sont pas. Cela démontre que se renforcer est possible même dans une période difficile.

Plus de syndiqués, c'est plus de forces pour élargir la mobilisation et gagner des voix.

Vie syndicale

Le débat sur la qualité de la vie syndicale doit traverser toutes nos structures CGT. Les sections syndicales, les syndicats départementaux doivent faire de la vie syndicale une des priorités dans notre activité. Etant entendu que le renforcement est un élément du rapport de force, la CGT doit être à l'offensive.

C'est ce qui nous permet d'être bien dans et à chaque adhérent de prendre

sa place dans la CGT. La Vie syndicale est indispensable à la démocratie, au lien permanent que nous souhaitons avoir avec nos adhérents (consultation, participation...), chacune de nos structures, du syndicat à la confédération, doit y contribuer en s'appuyant sur nos 3 chartes.

Construire des revendications, conduire des journées d'actions, pour faire simple, c'est notre « cœur de métier ». Pour autant, comme nous avons coutume de le dire, sans une Orga (aujourd'hui, la Vie syndicale), il n'y aurait pas d'activités syndicales efficaces. Malheureusement, nous faisons, depuis des années, un constat

de déficit de qualité de Vie syndicale dans nos organisations, voire d'absence totale d'activité de Vie syndicale. D'ailleurs, bon nombre de structures ne mesurent plus l'utilité de pourvoir à ce poste.

Cela doit nous emmener, voire nous imposer, de mettre au cœur de notre organisation, la place de la Vie syndicale.

Syndicalisation, formation, utilisation des outils de la CGT, sont les sujets qu'il paraît indispensable de traiter.

Il faut être conscient qu'il ne peut pas y avoir un modèle de fonctionnement type, mais que nous devons partir de la réalité des syndicats pour construire avec eux leur « vie syndicale », cela nécessite donc un travail d'accompagnement. Pour réaliser ce travail, un état des lieux qualitatif des syndicats serait souhaitable, ainsi qu'un dispositif de formation et de parrainage pour accompagner le plus grand nombre.

La période de confinement a fait ressortir la nécessité **d'être à jour sur**

Cogitiel. Il ne peut y avoir une fatalité à perdre des syndiqués, c'est par l'engagement de tous que nous inverserons la tendance. Pour cela il est aussi nécessaire de réfléchir sur notre fonctionnement afin que la CGT grandisse et que les adhésions soient faites par le plus grand nombre de militants. Nous ne pouvons pas laisser les seuls responsables à la Qualité de Vie Syndicale s'en inquiéter ou laisser cela aux spécialistes de l'adhésion que nous avons chacun dans nos structures.

Dans la période afin de contrer le fatalisme et redonner espoir en l'efficacité du syndicalisme, nous devons rebooster nos militants et travailler à une activité des sections syndicales. Il n'y a pas de fatalité à la situation, l'évolution du contexte actuel politique est un signe favorable à la syndicalisation.

Pour cela quelques éléments de réflexions :

- Connaître la cartographie syndicale et salariale
- Conquérir les déserts syndicaux
- Former les secrétaires de section et les directions de syndicat
- Faire une priorité du renforcement dans notre activité
- Avoir un lien continu avec la section de retraités sur la continuité syndicale
- Travailler avec la section des cadres et retraités
- Mener une activité autour du Revendicatif, de l'Organisation, de la Formation et de la Communication à tous les niveaux pour que l'adhésion devienne naturelle chez les salariés
- Mettre des plans de travail, et mettre des semaines de renforce-

ment pour créer la dynamique.

- Des référents vie syndicale dans nos UL

Voilà quelques éléments de réflexions que nous devons débattre pendant nos travaux du congrès.

Débats sur la syndicalisation et la vie syndicale

Alain Clavaud (ret. Dunlop) nous fait part de la dégradation des conditions de vie des retraités, de leur baisse de pouvoir d'achat, des hausses inadmissibles de l'énergie. Cette situation va conduire au renoncement pour certains, à se chauffer. Il demande une pétition à ce sujet.

Le prélèvement automatique pour les retraités, c'est une chose qui ne se faisait pas avant mais qui permet aussi de syndiquer davantage.

Fabian Laude (conseil régional) intervient sur les champs de syndicalisation. Il prend l'exemple des déserts syndicaux et se demande si on s'en est vraiment emparé. Il soutient qu'il est beau de voter des décisions mais qu'il serait mieux de s'y tenir.

Philippe Yvrard s'inquiète de la perte des moyens syndicaux avec environ 50 % des droits supprimés. Ce COVID a mis un obstacle supplémentaire en éloignant les copains qui, pour beaucoup, ne sont pas revenus.

Le problème, désormais, ce sont les personnes physiques qui ne s'investissent plus ou pas et ce, pour diverses raisons. Les conditions de travail étant une des premières raisons, éloignement,

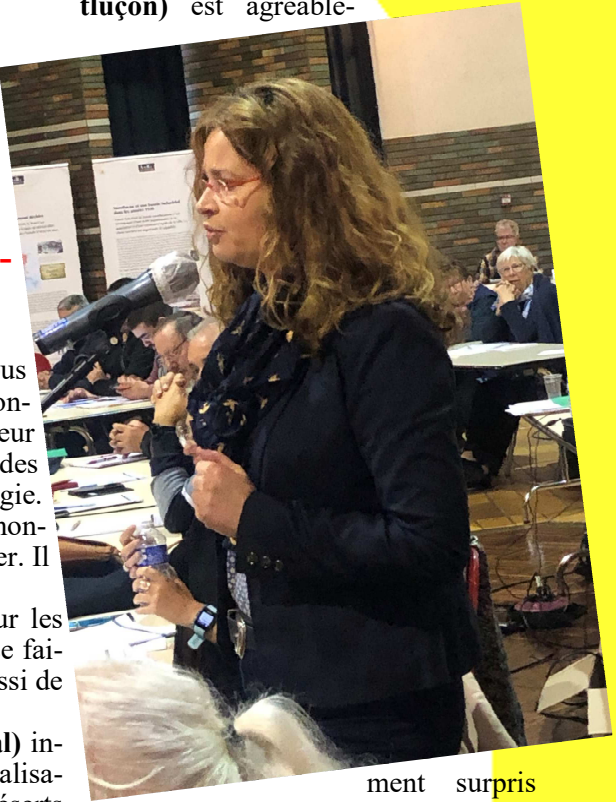
rythme de travail...

Dans ce cas, il est difficile d'affecter des droits.

D'après lui, il est plus difficile de syndiquer aujourd'hui qu'auparavant. Il pense que l'image de la CGT portée par les médias met des obstacles supplémentaires à la

syndicalisation.

Pascal Chatelain (ret. SNCF Montluçon) est agréable-



ment surpris de la participation féminine aux débats de la veille.

Il est triste de constater que l'histoire soit à ce point travestie. La preuve avec Ambroise Croizat qui avait disparu du dictionnaire pour ne refaire son apparition qu'il y a une petite dizaine d'années.

Il ne nous faut pas perdre de vue que le patronat, à l'origine de tous nos maux est syndiqué.

Elena Blond (Education Montluçon)

Il est exact qu'au sortir de nos décisions, il faut se donner les moyens de leur mise en œuvre. En ce qui concerne l'agroalimentaire, certes ce n'est pas simple, mais ceci a permis un renforcement syndical.

Il faut noter également la création d'un syndicat départemental des aides à domicile. La régularité et le fait de persévérer est aussi un élément structurant du renforcement.

La CGT a un temps d'avance sur les autres syndicats car la CGT construit et travaille sur le collectif et non sur l'individuel.

Il est important et indispensable de s'appuyer sur l'interpro.

Sylvain Ribier (Conseil départemental) En se mettant en contact avec la fédé educ'action, il nous a fallu reconquérir les collègues et syndiquer. Bien entendu il a fallu se déplacer ré-





gulièrement et faire des heures d'infos syndicales. L'action fut très bien perçue par le personnel.

Sonia Roidé (Conseil départemental) nous parle de la mobilisation des AFSA et de la journée du 20 mai avec l'action devant le CD contre les mauvaises conditions de travail.

Elle livre des explications sur le mouvement. A l'issue de cette action, 15 adhésions ont été faites.

Le collectif AFSA a été créé depuis et des réunions sont régulièrement organisées.

Laurent Indrusiak intervient sur les enjeux de la syndicalisation, les limites et ce qui a été réalisé.

Le commerce est un bon exemple où l'on passe de 35 à 175 syndiqués.

Laëtitia Planche (Conseil départemental) nous dit que l'éclatement du salariat ne facilite pas la syndicalisation. Comment syndiquer et qui se positionne ?

Au niveau du télétravail, nous rencontrons des difficultés à toucher les salariés alors comment faire ?

Et comment aller voir des salariés qui n'ont plus de bureau, où les trouver ?

Annie Perot (privée d'emploi Vichy) pense qu'il nous faut changer l'image de la CGT, surtout celle véhiculée par les médias. L'UL de Vichy va organiser un débat public afin de faire connaître la CGT.

Lydie Gaume (Ret. LIDV) intervient sur le 1 %, et considère qu'il est important de recevoir une lecture de la CGT.

Malika Gilbert (AMPAD) revient sur la création du syndicat des aides à domicile à Domérat et les bâtons dans les roues posés de la part de certaines collègues.

Corinne Martin (FAPT) affirme que si nous n'avons pas de syndiqués, de fait nous n'avons pas de militants et pas d'argent, non plus, pour fonctionner. Bien que nous soyons fréquemment sollicités, beaucoup de salariés ne franchissent pas le pas de la syndi-

calisation.

Il nous faut impulser notre formation « renforcer la CGT » pour aider à proposer la syndicalisation.

Gros travail pour amener les cadres à se syndiquer car ils peuvent apporter à la CGT.

Laëtitia Planche propose, après l'intervention de l'IHS, de faire des restitutions publiques sous forme de conférence afin de permettre au plus grand nombre de profiter de ce contenu extrêmement précis et riche.

Michel Brunhes (retraité EDF Montluçon) intervient sur la transition énergétique et sur le pouvoir d'achat. Il nous interpelle sur les choix que nous faisons sur nos prestataires.

Les énergies renouvelables ne permettent pas de stabiliser le réseau. Il est souvent nécessaire de compenser par l'énergie traditionnelle.

En outre, ces énergies renouvelables favorisent l'implantation de capitaux privés sur les réseaux électriques et détruisent d'avantage les nôtres.

Il serait important de proposer à chacun, par le biais d'élus, lors des campagnes électorales, un prestataire public afin de permettre à chacun l'accès à l'énergie.

Christophe André (EDF Montluçon) Concernant le projet Hercule, il remercie les UL pour les mobilisations qui ont été dures et longues. La victoire a été possible grâce à une forte mobilisation.

Eric Rué (Finances Publiques) déplore la fin des trésoreries en milieu rural (décision depuis 2003). Malgré beaucoup d'interventions, au nombre de 300, elles vont fermer, cédant la place aux bureaux de tabac qui nous permettront de régler nos impôts. La taxe sur le territoire est momentanément au placard à la suite du mouvement des gilets jaunes.

La taxe foncière va doubler pour compenser la disparition de la taxe habitation.

Laëtitia Planche (Conseil départemental) Revient sur les GAFAs et les réseaux sociaux.

Elle nous fait la promotion du livre de Michel Diard, secrétaire du syndicat des journalistes, qui a pour titre « Journalistes, brisez vos menottes de l'esprit » qui, selon elle, est à lire.

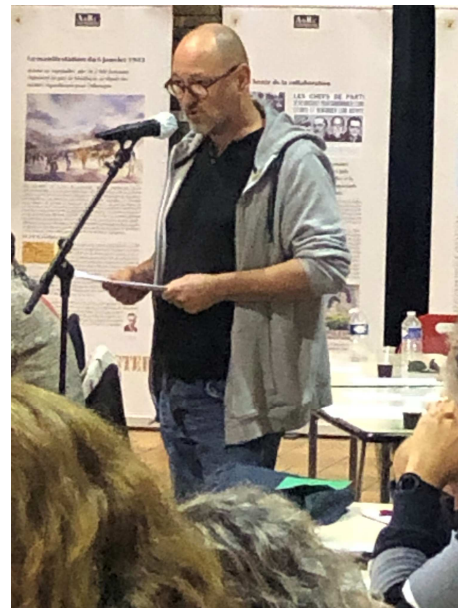
Fred Breugnon (Sicaba) revient sur les difficultés de syndiquer également dans l'agroalimentaire.

Serge Siaudeau (ret. EDF Moulins/Vichy) insiste sur le fait que l'essentiel pour la trésorerie des retraités c'est le prélèvement.

Gilles Balouzat (L'Envol) intervient sur les garanties collectives de l'action sociale. Sur propositions de l'USD Santé 03, il a intégré l'UFAS (Union Fédérale de l'Action Sociale) ce qui lui permet d'avoir beaucoup d'info sur la convention.

Il nous fait part des attaques syndicales de la part du patronat.

Les interventions prononcées au moment de la réunion de la commission des mandats et votes n'ont pas pu être retranscrites. Merci aux délégués de bien vouloir nous en excuser.



Synthèse du rapport de la Commission de Candidatures (Christiane Micaud)

La Commission de Candidatures s'est réunie ce matin et deux fois préalablement au congrès. Elle avait à sa charge l'examen des candidatures présentées par les syndicats pour la composition de la future direction de l'UD, pour laquelle vous êtes appelés à vous prononcer par vote cet après-midi.

En premier lieu, elle a effectué le bilan de la précédente mandature et entendu les recommandations de la direction sortante.

Ainsi la précédente CE s'est réunie à 25 reprises entre nos 2 congrès avec un taux moyen de participation de 49 %, hors démissions ou départs (10 + 3 cooptations) ; en recul de 5 points avec la précédente mandature.

Pour ce qui concerne le bureau de l'UD, c'est 27 réunions que nous enregistrons avec un taux d'assiduité de l'ordre de 59 % (-6 points).

Comme toute moyenne, elle est constituée d'énormes variations en fonction des individus. Et n'oublions pas que nous avons été contraints de rajouter un an de mandat supplémentaire à nos 3 ans statutaires entre nos congrès.

En tête du palmarès de l'assiduité à nos travaux se situe Laurent Indrusiak avec 100 % de participation à nos réunions de CE.

Et puisque l'occasion m'en ait permis, je souhaite saluer au nom de la commission de candidature cette direction sortante qui a su, malgré les difficultés, animer notre vie départementale jusqu'à la réalisation

de notre 62^{ème} congrès. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

L'expérience du précédent mandat nous montre que 38 membres pour une direction collective c'est un bon point d'équilibre pour conduire des réunions efficaces.

Néanmoins, nous constatons aussi que de nombreux camarades nous quittent entre 2 mandats. Les raisons sont diverses et majoritairement liées à des changements dans la vie professionnelle ou personnelle.

Forte de cette expérience, la direction sortante a considéré qu'il nous fallait contenir la direction de l'UD dans un nombre voisin à celui du précédent mandat.

Nous avons reçu 38 candidatures à la CE et 3 autres au titre de la CFC, comme lors du précédent mandat. La commission de candidatures vous propose de retenir l'ensemble des candidatures.

A l'article 14 des statuts de l'UD, il est précisé que « La Commission Exécutive devra tendre dans sa composition à l'image du salariat et des syndicats dans le territoire. Des efforts devront être faits à chaque congrès pour accroître la représentation des femmes qui représentent la moitié du salariat, pour donner plus de place aux jeunes, aux cadres et aux autres diversités du salariat ». Malgré notre volonté de coller à ces exigences, il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour que notre CE se conjugue au féminin.

La liste de la direction de l'UD, CFC comprise, est composée de 16

candidates pour 26 hommes : soit une représentation de 38 %, en net progrès par rapport il y a 4 ans (néanmoins, il est important de préciser que le pourcentage femmes/hommes s'apprécie la seule CE soit 16 femmes pour 23 hommes correspondant à un pourcentage de 41 %).

Avec une moyenne d'âge de 48 ans et demi, nous ne progressons pas vraiment dans le processus de rajeunissement de notre direction collective. Malgré tout, il convient de signaler que la moyenne d'âge des adhérents de l'Allier est de 55 ans (source Cogitiel), nous sommes donc une CE de 7 ans plus jeune que l'âge moyen de nos adhérents.

Les candidatures recouvrent 11 fédérations professionnelles différentes. A noter 4 camarades sont retraités.

Avec 9 candidats émanant des syndicats de l'agglomération Vichysoise contre 6 précédemment, nous renforçons la représentation de cette Union Locale au sein de notre organe de Direction.

Enfin, une majorité des camarades sont issus du secteur privé, 25 contre 17 du public, soit 59,52 %. Nous sommes à l'équilibre voire en léger mieux par rapport à la précédente mandature.

En ce qui concerne le critère de renouvellement, nous comptabilisons 24 nouvelles candidatures, ce qui correspond à une direction de l'UD renouvelée à 57,14 %, un énorme progrès de plus de 16 % par rapport au précédent congrès.

Elle recommande également qu'un travail soit engagé dans l'optique du prochain congrès pour continuer nos efforts en matière de parité, enrichir la Direction de candidats au féminin mais aussi dans la recherche de salariés cadres afin que l'activité spécifique à destination de ce salariat ne soit pas négligée sur notre département.

Enfin, elle propose à l'ensemble de la direction élue à l'issue de notre congrès de ratifier la charte des élus et mandatés de notre Union départementale.

BUREAU ET GESTION

SAS Bureau et Gestion

ZAC de Pasquis

Avenue de Dunlop CS 92218

03101 Montluçon cedex

Tél : 04 70 29 14 76

Mail : service.commercial@bureauetgestion.com

Web : www.bureauetgestion.com

Synthèse Rapport commission mandats et votes (Magalie Ferreira Neves)

Avant de continuer nos travaux et de choisir les camarades qui auront pour mission de mettre en œuvre toutes les décisions et les orientations prises lors de ce 62^{ème} congrès, j'ai la charge de vous donner une petite photographie du congrès.

Nombre de retours renseignements des congressistes : 147 pour 170 délégués (près de 200 participants)

Femmes : 54 soit 37 % - **Hommes :** 93 soit 63 % - **Moyenne d'âge :** 54 ans.

Nous sommes 97 actifs (66 %), 48 retraités (33 %) et 2 privés d'emploi (1 %).

La Fonction publique est représentée à hauteur de 47 personnes (32 %) et 66 personnes pour le privé (68 %).

Les congressistes les plus âgés sont Claudette Souche, retraitée métaux et Chantal Henry, retraitée secteur public et Serge Siaudeau (retraité EDF).

Le plus jeune délégué à ce congrès est Rémi Soulier du Centre Hospitalier de Montluçon (27 ans).

L'adhésion la plus récente (2021) est

celle de Stéphane Ravel, cheminot de Montluçon.

Notre plus ancien syndiqué est Daniel Coffin, retraité cheminot de Montluçon (adhésion en 1966).



Synthèse de l'intervention de l'IHS du Bourbonnais (Jean-Noël Duteil)

Après un rapide point sur l'actualité avec notamment la présentation du dernier bulletin de l'IHS sur une grève à la forge de Commentry en 1929 et l'annonce d'une subvention de 2460 € de l'ARAC pour la restauration de drapeaux de Commentry, Jean-Noël nous a rappelé l'intérêt de l'histoire.

Pour l'IHS CGT, l'histoire est un en-

jeu idéologique fort. Les « dominants » ont besoin d'interpréter l'histoire à leur manière, de la déformer. Ils ont besoin de l'instrumentaliser pour dévaloriser le syndicalisme.

Manipuler l'histoire, c'est l'un des éléments qui compose l'arsenal pour mieux exploiter les travailleurs et étendre les privilèges de la classe dominante.

L'histoire n'est pas en marge de l'activité syndicale, elle permet de mieux la comprendre.

L'histoire est un besoin indispensable pour se situer, assumer le passé et maîtriser l'avenir.

Pour l'IHS CGT, l'entretien de la mémoire a deux niveaux : le souvenir et l'expérience

L'IHS CGT de l'Allier a fait publier au Dictionnaire du mouvement ouvrier, le maitron, plus de 200 biographies de militants CGT. Ce site est accessible à tous.

Commission Exécutive

ANTUNES Christophe (Métaux de l'Allier)
BALOUZAT Sylvain (HCB)
BASCOULERGUE Gisèle (Cheminots Montluçon)
BLOND Elena (Educ'Action)
BOULICOT Lionel (Manitowoc)
BREUGNON Frédéric (Multipro Moulins)
CIVADE Gérard (Energie Montluçon)
DA COSTA José (GALVA ECLAIR)
DUQUESNE Patrick (Commerces et services Montluçon)
FERREIRA NEVES Magalie (Centre Hospitalier Montluçon)
FRAISE Alexandre (Manitowoc)
GAGNARDEAU David (Unapei Montluçon)
GULLU Gurbet (Commerces et services Montluçon)
HEBRARD Christelle (FAPT Allier)
HERBETTE Patrick (Energie Moulins/Vichy)
INDRUSIAK Laurent (Multipro Montluçon)
JEAN Sylvie (BVAD)
JUBIN Antoine (Centre Hospitalier Vichy)
LAMIOT Isabelle (Centre Hospitalier Moulins-Yzeure)
LEMAIRE Céline (Centre Hospitalier Moulins-Yzeure)
MALLET Nadia (ATNA)
MAMBIE Alexia (Organismes sociaux)
MANOURY Eric (ADISSEO)

MARTIN Corinne (FAPT Allier)
PAMPALONI Maxime (ADISSEO)
PEREIRA Caetano (Bosch)
PHILIPPE Marie-Pierre (Multipro de Moulins)
PINHEIRO Nathalie (Centre Hospitalier Vichy)
PLANCHE Laëtitia (Conseil Départemental)
PRADEL Jean-Pascal (Centre Hospitalier Montluçon)
RIBIER Sylvain (Conseil Départemental)
ROIDE Sonia (Conseil Départemental)
SAVEL Cathy (Organismes sociaux 03)
SERRET Emmanuel (Energie Montluçon)
SIMON Jordann (FAPT Allier)
SOULIER Rémy (Centre Hospitalier Montluçon)
THOMAS Patrick (IME Coulandon)
YVRARD Philippe (Energie Moulins/Vichy)
Membres du bureau

Commission Financière et de Contrôle

CONDAT David (Organismes sociaux 03)
DEVOS Pascal (Centre Hospitalier Vichy)
ROUX Jean-Claude (Energie Moulins/Vichy)

La CE et la CFC ont été élues à l'unanimité.

Synthèse intervention Indecosa (Philippe Duboisset)

Après un rapide historique et quelques explications du rôle de l'association Indecosa, Philippe Duboisset nous a parlé plus précisément du fonctionnement de l'association dans l'Allier.

Le siège principal de l'association se trouve à Montluçon dans les locaux de l'UD où elle tient des permanences tous les lundis. Il y a 2 antennes à Moulins et Vichy qui fonctionnent sur rendez-vous.

Phillipe a fait ensuite un rapide compte-rendu des 3 dernières années :

- En 2018, 17 dossiers ont été traités.
- En 2019, ce sont 17 dossiers traités sur Montluçon, 6 sur Vichy et 10 sur Moulins.
- En 2020, l'activité est restée en sommeil pendant 3 mois suite à la pandémie mais malgré tout, 13 dossiers ont été traités sur Montluçon, 4 sur Vichy et 1 sur Moulins.

Les champs d'interventions concernent notamment les problèmes d'internet, de téléphonie, les banques, l'énergie, les mutuelles, les garages, etc....

Synthèse de l'intervention de clôture (Laurent Indru-siak)

Au terme de ces 2 journées de débats, d'échanges et de réflexions, nous avons pu constituer une nouvelle équipe pour notre Union Départementale.

En premier lieu, je voudrais dire que tous ces débats n'auraient pu avoir lieu sans la mobilisation d'une équipe. Un grand coup de chapeau à nos camarades de l'UL de Commentry Montluçon et du syndicat d'Adisseo qui, par leur apport tant logistique que mi-



litant, ont œuvré pour l'accueil et le déroulement de nos travaux.

Permettez-moi d'insister pour remercier Charlotte, notre camarade secrétaire administrative de l'UD, qui a donné beaucoup dans le cadre de ce congrès.

Merci à nos partenaires, qui ont pu renseigner nombre d'entre vous avec compétence.

Merci aussi à nos organisations, INDECOSA, IHS, LSR, le Musée de la Résistance.

Merci à nos camarades qui, par leur support technique lors des débats thématiques, ont permis d'améliorer le déroulement de nos travaux.

Merci à nos invités de la Région, des UD qui la composent, à Catherine PERRET pour sa présence et son apport dans les débats.

Merci aux techniciens de la salle, à la municipalité de Commentry pour leur accueil et leur disponibilité.

Merci à vous, délégués, pour la confiance que vous m'accordez en me reconduisant comme Secrétaire Général de notre UD. J'en suis honoré et fier.

La CGT, ce n'est pas une personne ou un nom mais c'est avant tout un travail d'équipe, un collectif et je sais qu'avec la nouvelle équipe, tous ensemble, nous aurons à cœur de faire du bon travail et il ne va pas manquer

Tous ensemble, durant ces 2 jours, nous avons décidé des orientations qui vont guider notre action et

je me permets de relever quelques points sur les chantiers qui s'ouvrent à nous dans les jours et les semaines qui viennent.

Tout d'abord, je le dis sans vouloir flatter personne, mais nous avons eu des débats à la hauteur des enjeux, déterminées et lucides.

Déterminées sur la nécessité de s'opposer à la politique de Macron et de conduire ensemble les mobilisations indispensables.

Lucides sur la situation, nous savons que le contexte est particulièrement difficile mais nous avons la volonté de dépasser les constats.

Plusieurs grands chantiers se sont exprimés durant ces 2 jours tel que la syndicalisation, la formation, la continuité du travail à la rencontre des syndicats, ou encore celle de l'amplification de l'audience de notre organisation, notre implication dans les élections dans la fonction Publique

Nous allons nous engager à faire vivre nos campagnes, 32h pour travailler moins, mieux et tous.

Nous continuons, sans jamais rien lâcher à combattre la peste brune, le FN et l'extrême droite.

Ne pas oublier notre campagne pour une protection sociale renforcée et de haut niveau.

Tous ces sujets nécessiteront de mener de front mobilisations et formations.

ENCORE UNE FOIS MERCI, VIVE CE 62^{ème} CONGRÈS DE L'UNION DÉPARTEMENTALE, VIVE LA CGT.



Pour toute nouvelle adhésion



- **Vichy**

30 Bd Gambetta
03200 Vichy

- **Moulins**

87 Rue d'Allier
03000 Moulins

- **Montluçon**

73 Av. de la République
03100 Montluçon

- **Clermont-Ferrand**

16 Rue Saint-Genès
63000 Clermont-Ferrand

NOUS SOMMES À VOTRE ÉCOUTE

02 54 56 41 41



Engagée **pour votre santé**

*Voir conditions complètes en agence et sur www.mutuale.fr

Mutuale régie par le code de la mutualité, soumise aux dispositions du livre II de ce même code et immatriculée à l'INSEE sous le numéro 775 369 887. Siège social : 6 rue Galilée – Parc A10 Sud - 41260 La Chaussée-St-Victor. Crédit photo : istock



Mutuale
La Mutuelle Familiale
Section Auvergne

www.mutuale.fr